

COMMISSION DE L'ALGERIE

. Procès-verbaux.

TOME III

1900 1938
MM. Maurice BAUFLE
Henry BOURDEAUX
DE COURTOIS
René COTY
CUTTOLI *Secr.*
DUROUX *V.P.*

de c. ~~GAILLET~~ *Ulysse Fabre.*

HARENT

HENRY-HAYE

de c. ~~HERVÉ~~ *P.*

LEBLANC

J. LOUBET

MAUGER

A. MORIZET

C. REBOUL

ROUX-FREISSINENG *2*

STEEG

~~Maurice~~ VIOLETTE

MM. Maurice BAUFLE
de BERNY
Henry BOURDEAUX
René COTY
De COURTOIS
CUTTOLI
DUROUX
Ulysse FABRE
Henry HAYE
LEBLANC
LOUBET
MAUGER
André MORIZET
Camille REBOUL
ROUX FREISSINNENG
Général STUHL
TONY-REVILLON
~~Incien~~ SAINT

De roze

1936

MM. Maurice BAUFLE

Henry BOURDEAUX

DE COURTOIS

René COTY

CUTTOLI *Secr.*DUROUX *V.P.**de C. GAILLET Ulysse Fabre.*

HARENT

HENRY-HAYE

de C. HERVEY P.

LEBLANC

J. LOUBET

MAUGER

A. MORIZET

C. REBOUL

ROUX-FREISSINENG *L.V.P.*

STEEG

Maurice VIOLETTE

Saint

1937-1938

MM. Maurice BAUFLE
de BERNY

Henry BOURDEAUX

de COURTOIS

René COTY

CUTTOLI

Jacques DUROUX

Ulysse FABRE

Henry HAYE

LEBLANC

LOUBET

MAUGER

André MORIZET

REBOUL

ROUX FREISSINENG

~~Lucien SAINT~~

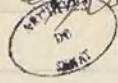
STEEG

Général STUHL

*Tony Revillon
Secr. G.*

4

Leonce du Vendredi 21 Juin 1935 (Suite)
avant de déposer son texte et son
exposé des motifs.

 Depuis l'interpellation Viollette les
indigènes sont consternés et désemparés.
Ce n'est pas le moment de ranimer leurs
espoirs.

Au surplus cette proposition si elle
devenait loi aboutirait à un échec.

Tous les indigènes intellectuels refuseraient
son bénéfice à part quelques fils de
familles riches.

M. Messimy approuve les paroles
de M. Duroux et demande que
le Gouvernement, après avis du
Gouverneur général, fasse connaître
la manière de voir sur l'ensemble
du problème de l'état politique des
indigènes.

M. Auffol approuve également la thèse
de M. Duroux mais considère comme
dangereux de'inviter le Parlement à
revenir sur des droits donnés.

Faire quelque chose pour les indi-
gènes n'est pas encourager l'agitation.

M. Hervey pense que pareille
proposition ne peut que mettre
de l'huile sur le feu. Il ne s'y résoudrait
que si le Gouverneur général, lui-même,
l'approuvait.

Projet déposé le 21 mars 35,

SÉNAT

Grand Algérie

Après le même jour
pour avis

Rapport en nom de M. Comy
de l'Alger d'un rapport en nom de la
Commission civile sur un projet
de loi tendant à modifier l'état
des paragraphes 6 et 7 de la loi
du 30 Dec 1902, relative à l'organisation
du Conseil d'Alger et du jury
civile en Algérie

1939

S C R U T I N
POUR LA NOMINATION DE LA COMMISSION
de l'ALGERIE

18 Membres

MM. ASTIER

Maurice BAUFFLE

* BELS

- DE BERNY

Henry BOURDEAUX

René COTY

de COURTOIS

CUTTOLI

- DECROZE

ULYSSE FABRE

Henry HAYE

LEBLANC

J. LOUBET

MORIZET

ROUX-FREISSINENG

T. STEEG

Gal STUHL

TONY REVILLON

SÉNAT

Bureau sortant:

Présid^t M. Roux-Frèssineng.

Vice-présid^t

~~M. Durou~~ ^(non)
~~Leblanc~~

~~Ulysse Fabre~~

Secrétaires:

M. Cutholi.

Coty.

SÉNAT

Commission de l'Algérie

Membres du Bureau:

MM. Steeg
Duront et Roux-Frédérice
Cattoli et René Coty

Mars 1938.

SÉNAT

Ch. h. 30.

101 M. Roustan.

de Berry, Couderc,

Pres. M. Simon, Gauguier,

Reboul, Kuhl,

Leblanc, Manguet, Kuhl,

Exposé au pt. de vue g'e - 3402

→ L. 25 h 45 p. 120. 2 p. 120

Exposé de M. Roux - Travaux exposé

→ 11a Commission

Exposé de M. Roux

→ 11a Commission

→ 11a Commission

Simon. 11a Commission

Le Gorge. 11a Commission

11a Commission

Duroux. 11a Commission

Messieurs,

Avant de commencer nos travaux, la Commission me permettra d'adresser en son nom, un amical souvenir au Collègue qui n'est plus à sa tête.

Le Général BOURGEOIS n'a pas cru devoir se représenter aux dernières élections sénatoriales. C'est un grand vide qu'il laisse au Sénat. C'est pour notre Commission une perte cruelle.

Il a dirigé nos travaux depuis 1922 jusqu'à la fin de 1935. Vous savez avec quelle autorité et quelle cordialité !

Ma seule ambition est de suivre sa trace et je suis sûr certain que c'est le plus sûr moyen d'acquérir votre confiance.

M. Duroux déclare que les indigènes
d'autres ne veulent pas être citoyens français.
Il ne faut pas démoraliser les colons.

M. Steeg préférant voir voter la
proposition de M. Cutholi que de laisser
remettre en question tout le statut électoral
des indigènes.

M. le président constate que la
commission est unanime à penser
que la question doit être soumise, au
cours des vacances, au Gouvernement et
au Gouverneur général. D'autre part
plusieurs membres de la commission
demandent que le Gouvernement préfère
de cette proposition de loi pour
examiner de nouveau la loi dite
"loi Goumar".

La commission décide que M. le
Président verra M. le ministre de l'Intérieur
sur la proposition Cutholi et sur
la revision des lois électorales concernant
les indigènes. Aucun rapporteur
n'est désigné pour le moment.

La séance est levée à
quinze heures quinze minutes.

3

Séance du mardi 10 déc. 1935

La séance est ouverte à quatorze heures quinze
sous la présidence de M. le général Bourgeois.

Sont présents: M. M. g^{al} Bourgeois, Cattoli, Loubet,
Mauges, Roux-Frissineng et Viollette.

État des travaux de la Commission

M. le président fait l'exposé de l'état des travaux:

I^{er}: Projet de loi réglant le statut indigène en matière
d'état des personnes. (n^o 25 - 1928)

(Sera inscrit à l'ordre du jour du Séant.)

II^e: Proposition de loi tendant à instituer un poste
d'adjoint indigène (n^o 250 - 1930)

(Sera inscrite à l'ordre du jour de la prochaine
séance de la C^{on}.)

III^e: Proposition de loi relative aux réformes à réaliser
en Algérie (n^o 734 - 1931)

(M. Viollette déposera son rapport à la rentrée
de janvier.)

IV^e: Admission des indigènes à l'École Polytechnique.
(n^o 751 - 1932.)

(La Commission ce projet de loi sera renvoyé à
l'étude ultérieurement.)

V^e: Projet de loi sur la réorganisation des assemblées

(2266-1884)

(Le rapport sera déposé en même temps que celui de la III^e)

VI Proposition de loi sur l'accession des indigènes à la qualité de Français (n° 468 - 1885.)

(cette proposition sera examinée à une prochaine réunion de la commission.)

Proposition de loi de M. Roux-Freissineng
tendant à fixer le taux du loyer de l'argent.

La commission désigne M. Roux-Freissineng comme rapporteur.

Tous les membres de la commission se déclarent favorables au principe même de la proposition.

Proposition de loi de M. Roux-Freissineng
tendant à enlever au Gouverneur général la
direction des services de la Justice et de l'Instruction
publique.

M. Roux-Freissineng explique le but de sa proposition de loi. Il n'est pas admissible que la justice soit placée sous la direction du Gouverneur général.

Le décret du 23 août 1898 a placé sous la direction du Gouverneur général tous les services à l'exception des services non musulmans de la justice, des cultes, de l'Instruction publique, de la Trésorerie et des domaines.

Or un décret du 30 octobre place désormais les services de la justice et de l'Éducation nationale

5
sous la direction du Gouverneur général.

Ce décret a été pris sans l'avis de la Chancellerie.

M. Viollette demande ce que veut dire en l'espèce le mot "direction."

M. Roux-Frissineng répond que rien ne permet d'en donner une définition précise. Il est inadmissible que la nomination des magistrats soit confiée au Gouverneur général.

En fait, on ramène l'Algérie au régime des colonies.

M. Viollette ne voit aucun inconvénient à retirer au Gouverneur général la direction des services de la justice, sauf en ce qui concerne l'action du Procureur général. Il est indispensable que le Gouverneur général puisse donner des instructions impératives au Procureur général sans que celui-ci ait à en référer à Paris. Il peut se présenter des cas où il faut agir d'une manière urgente.

M. Cottoli se déclare d'accord avec M. Roux-Frissineng sauf en ce qui concerne la nomination des juges de paix suppléants non rétribués. Dans les villages, souvent profondément divisés, il ne faut pas qu'on puisse dire que le juge de paix est inféodé à un clan. Pour ces nominations le Gouverneur général doit pouvoir donner son agrément.

M. Roux-Frissineng proteste contre l'ingérence du Gouverneur général dans les services judiciaires, même en ce qui concerne le Procureur général. Ce ne serait pas toléré en France; pourquoi l'admettre en Algérie? La

seule garantie, c'est l'indépendance de la magistrature.
Le Gouvernement général ne doit pas avoir le droit de
donner l'ordre au Procureur d'ouvrir une enquête.

M. Viollette estime au contraire que le Gouvernement ^{g^{al}},
de ligne du Gouvernement, doit toujours donner des ordres
au Procureur général, car il est responsable de la sécurité
et de la paix publiques.

En ce qui concerne les services de l'Instruction
publique, la proposition de loi est juste.

M. le président résume la discussion : la commission
approuve dans l'ensemble la proposition de loi de
M. Roux-Freissineng, sauf en ce qui concerne les
juges de paix suppléants non rétribus et le Procureur
général.

(La suite de la discussion est renvoyée
à la prochaine séance.)

La séance est tenue à quinze heures

Séance du Vendredi 19 décembre 1939

Présidence de M. le Général Bourgeois.

La séance est ouverte à 15 heures 45 minutes.

Sont présents : M. M. Bourdeau, le g^{al} Bourgeois,
Mauger, Roux-Freissineng, Viollette.

Services de Justice

et de l'Instruction publique

Le décret-loi

Proposé par M. Freissineng.

Suite

M. Roux-Freissineng expose que
la Commission de l'Administration

saitie, au fond, de la proposition de loi
désire entendre le ministre de l'intérieur et
le garde des sceaux avant de se prononcer.

Il y a donc lieu d'attendre la décision
de cette commission.

Il en est ainsi décidé.

Propo-
sition d'adjoint indigène.
Propo- de loi

M. Roux-Frattineng désire que la
Commission soit appelée à délibérer sur
son amendement déposé le 10 janvier et
tendant à ajouter à l'article unique la
disposition suivante.

"Ils ne pourront, en aucun cas, remplir
les fonctions de maire ou celles d'officier
de l'état civil."

M. le président : La commission examinera
cet amendement ultérieurement.

La séance est levée.

La séance est levée à seize heures dix minutes.

Séance du lundi 30 décembre 1939
Présidence de M. le Général Bourgeois.

La séance est ouverte à 16 heures 15 minutes.
Sont présents: M. Bourdeaux, le Général Bourgeois,
Berrey, Mangon, Reboul, Steeg, Loubet,
Leblanc.

M. le Président exprime à la
Commission ses regrets de se séparer de
collègues qui lui ont toujours marqué
leur sympathie et lui ont facilité
sa tâche par leur compréhension des
réalités et par leur dévouement à
l'intérêt général et, en particulier, à
celui de l'Algérie.

Il conservera des années passées
avec eux, dans une si cordiale
collaboration, un souvenir impérissable.

La Commission salue ces paroles
par des applaudissements unanimes
et prolongés.

La séance est ensuite levée à
16 heures 30 minutes.

1936

Séance du Jeudi 6 février 1936.

Présidence de M. Hervey, doyen d'âge.

Sont présents: M. Duroux, Bauffe, Harent,
Hervey, Henry-Haye, Roux-Fressinong,
Viollette.

Élection
du
Bureau
pour
1936

Il est procédé à l'élection du bureau pour
1936.

M. Hervey est nommé président par
acclamations.

M. Viollette est élu vice-président
en remplacement de M. Hervey.

M. Duroux, vice-président et M. M.
Roux-Fressinong et Antoli secrétaires
sont réélus pour 1936.

En conséquence le bureau se trouve
ainsi constitué pour 1936.

Président: M. Hervey.

Vice-présidents: M. Duroux et Viollette
Secrétaires M. Antoli et Roux-Fressinong.

M. Hervey, président, prend place
à la gauche et remercie ses collègues de
la marque de sympathie et de confiance
qu'ils viennent de manifester.

Audition
du
Gouverneur
général

M. Duroux demande que le
Gouverneur général soit entendu sur
les questions en instance et surtout

11
sur les relations plus cordiales qu'il consent
d'établir entre le Chili et l'Algérie en ce qui
touche les problèmes viticoles.

La prochaine séance est fixée, en principe,
au mardi 11 février à 14 h. 30.

La séance est levée à 14 h. 50 minutes.

Séance du mardi 11 février 1936.

Présidence de M. Hervey, président.

Sont présents: M. Bauffe, Duroux, Hervey
~~Exenart~~, Larent, Henry Hays, Gallot,
Morizet, Roux-Frésting, Viollette.

La séance est ouverte à 16 heures 40 minutes.

Hommage
au
Général Bourgeois.

M. LE PRESIDENT, - en ouvrant la séance, s'exprime en ces termes

" Messieurs,

" Avant de commencer nos travaux, la Commission me per-
" mettra d'adresser en son nom, un amical souvenir au Col-
" lègue qui n'est plus à sa tête.

" Le Général BOURGEOIS n'a pas cru devoir se représenter
" aux dernières élections sénatoriales. Il laisse un grand
" vide au Sénat. C'est pour notre Commission une perte
" cruelle.

" Il a dirigé nos travaux depuis 1922 jusqu'à la fin de
" 1935. Vous savez avec quelle autorité et quelle cordialité !

" Ma seule ambition est de suivre sa trace et je suis
" certain que c'est le plus sûr moyen d'acquérir votre
" confiance ". (Vifs applaudissements).

A l'unanimité, la Commission décide qu'un extrait du
procès-verbal sera adressé à son ancien Président.

Ordre des
travaux

M. le Président invite la commission à
régler l'ordre de ses travaux.

Conseils municipaux

Adjoint indigène.

Proposition de loi.

La Commission décide d'inscrire à
l'ordre du jour de sa prochaine séance
l'examen de l'amendement de M. Roux-Fredetti-
neng à la proposition de loi relative à
l'institution dans les conseils municipaux
d'Algérie d'un poste d'adjoint indigène;

Conflit entre

la loi
française
et le
statut indigène.

Etat des personnes.

Projet de loi

2^e) Et d'en ^{inscrire} ~~proposer~~ ensuite la discussion du
projet de loi réglant les conflits
entre la loi française et le statut
indigène en matière d'état des person-
nes, pour l'examen des amendements
de M. Delthil.

Assemblées algériennes.

Proposition de loi de
M. Viollette.

Projet de loi

Il est décidé qu'une séance spéciale
sera tenue pour examiner l'avant-
projet de rapport de M. Viollette sur le
projet de loi concernant la réorganisation
des assemblées algériennes et sa
coordination avec les textes du rapport.
Sur la proposition de loi, rapport déposé
antérieurement sur le même objet.

Le Gouvernement sera consulté
après cette séance spéciale.

Écoles militaires
Admission des
indigènes.
Avis.

M. le président propose d'attendre
le dépôt du rapport de la Commission
de l'armée avant d'émettre un avis
sur le projet de loi relatif à l'admission
des indigènes à l'École polytechnique
et aux autres écoles militaires.

Il en est ainsi décidé.

Accession des
indigènes
à la
qualité de français.
Proposition de loi
de
M. Cottoli.

M. le Président estime qu'il convien-
drait de provoquer l'avis du Gouverne-
ment au sujet de la proposition de loi de
M. Cottoli sur l'accession des indigènes
à la qualité de français.

Il en est ainsi décidé... la désignation
du rapporteur reste réservée.

Taux conventionnel

loyer de l'argent. M. le président rappelle que
propos de loi. la Commission de législation,

Avis. rapportant au fond sur la proposition
de loi tendant à fixer le taux conven-
tionnel du loyer de l'argent, conclut
par l'organe de son rapporteur, M. Reblanc,
au remplacement du taux proposé, 7 p. cent,
par celui de 8 p. cent.

M. Roux-Freissineng, rapporteur, accepte
cette modification et rédigera son avis
dans ce sens.

M. Viollotte est d'accord sur ce

15
point, mais entend déposer des amendements
sur les modalités juridiques d'application du
texte.

La discussion de cet avis sera inscrite
à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Direction des
services de la Justice
et de
l'instruction publique
en
Algérie
proposition de loi de
M. Roux-Freissineng
Avis

M. le Président propose de
décider le principe d'une sortie à l'Assemblée
président du Conseil, ministre de l'intérieur,
afin de savoir s'il compte rapporter le
décret qui place sous les services civils
de l'Algérie sous la direction du Gouverneur
général et notamment ceux de la
Justice et de l'instruction publique.

La proposition de loi de M. Roux-Freissineng
n'a pour but que de supprimer les
effets du décret et deviendrait inutile
s'il était rapporté.

M. Roux-Freissineng rappelle que
M. Paganon, le précédent ministre de l'intérieur,
avait consenti à rapporter le décret. En
France, les magistrats ne sont pas sous les
ordres des préfets.

M. Viollette estime que le Gouverneur
général doit conserver la haute main
sur le ministère public. Il représente
le Garde des Sceaux.

La Commission décide alors

qu'une audience sera demandée ad off.
Le président du Conseil pour l'entretenir
de cette question. Le bureau sera
convoqué dès que M. le Président du
Conseil lui aura fixé un rendez-vous.

Audition
du
Gouverneur général. M. Duroux demande que le
Gouverneur général soit entendu
par la Commission sur la situation
économique de l'Algérie.

M. Viollette fait observer qu'il
appartient au ministre de l'intérieur
d'autoriser le Gouverneur général à
venir devant la Commission.

La Commission décide que cette autorisa-
tion sera demandée au cours de l'audience
projetée.

M. le Président propose de fixer
cette audition éventuelle au début de
la prochaine séance qui serait tenue
le vendredi 21 février à 11 heures. M. le
Gouverneur général serait invité à
exposer la situation de l'Algérie au
point de vue économique. (Adhésion.)

M. Viollette. Et au point de vue indigène.

M. Duroux considère le sort
des indigènes comme étroitement lié
à la prospérité des colons.

17
La séance est ensuite levée à dix-sept heures quarante-cinq minutes.

Séance du jeudi 30 février 1936.

Présidence de M. Hervey, président.

Sont présents: M. d. Cuttoli, Duroux, Jallet, Henry Haye, Harent, Hervey, Loubet, Reboul, Roux-Freissineng, Stéeg.

Audition du Gouverneur général de l'Algérie. La séance est ouverte à 16 heures.

M. Le Beau, Gouverneur général de l'Algérie. L'Algérie est entendue par la commission sur la situation économique, agricole et sociale de l'Algérie.

Il classe les faits qui ont amené la crise: d'abord, pour les populations agricoles une crise de crédit. Il y sera remédié par le développement de la Caisse centrale de crédit agricole, par l'attribution de 50 millions au fonds commun de prévoyance indigène et par l'octroi de délais de grâce accordés à certains débiteurs en instance de consolidation.

Autre cause: l'arrachage des vignes, qui va priver 200.000 indigènes de leur moyen d'existence. Il aurait fallu favoriser l'arrachage facultatif. Un projet

de foi dans ce sens et de pitié.

Pour remplacer ces signes arrachés, certaines cultures devront être favorisées grâce à une politique de l'eau.

Une autre cause est l'endettement hypothécaire. En France, il frappe 7% de la propriété; en Algérie: 35 à 40 p. cent.

L'orateur rappelle les différents régimes de la propriété indigène: propres
Sous régime français: 1.800.000 hectares; terres Melk (indivises): 4.600.000 hectares; terres Arch (terres collectives tribus): 2.700.000 hectares. Les européens détiennent: 2.300.000 hectares.

La grande propriété ^{indigène} et la ~~propriété~~ tend à disparaître. Le danger est la monoculture. Une bonne politique de l'eau développerait une paysannerie agricole française et indigène.

L'endettement hypothécaire et chirographaire atteint 4 milliards pour une valeur cultivable de 12 milliards: c'est un grand péril.

400 millions ont été votés en avril 1935; 400 en décembre 1935, en vue de la consolidation des dettes agricoles et commerciales à long terme. Les demandes des intéressés s'élevaient déjà à 700 millions. Il y a lieu de croire, pour la fin de 1936, grâce à ces efforts, à une régression de la crise.

Le Gouverneur général ~~montre~~ les perspectives qui s'ouvrent pour les produits agricoles.

Vigne: 398.000 hectares de vignes produisant, en 1935, 48 millions d'hectolitres.

Malgré le blocage et l'échelonnement des ventes, 4 dixièmes des stocks sont écoulés; d'où un certain relèvement des cours: prix moyen, 7 frs. 50 le degré.

Le marouflage se fait dans de bonnes conditions.

L'orateur donne quelques chiffres concernant l'arrachage: sur 100.000 hectares plantés en vigne, il faudrait arracher sur 100.000 hectares. L'arrachage volontaire a donné les résultats suivants: sur 53.000 hectares déclarés à l'arrachage en France et en Algérie, l'Algérie s'inscrit pour 15.000. (Sur 100.000 qui devraient être arrachés.)

Production des céréales.

Blé: étendues ensemencées en blé dur: 200.000 hectares, en blé tendres: 450.000, en Orge: 1.167.000, en Avoines: 190.000.

Production: blé dur: 7.800.000 quintaux, blé tendres: 4.124.000 q^x. Les blés durs vont de plus en plus à la semoulerie métropolitaine. Les blés tendres de force devront se substituer aux blés du Canada qui sont encore introduits en admission temporaire en France.

Il faut pousser les productions complémentaires de celles de la Métropole. Là encore c'est la politique de l'eau qui développera les primeurs, les agrumes qui devront remplacer oranges et citrons d'Espagne, le tabac dont l'Espagne achète déjà 2.500.000 kilogr. et qui s'exporte en Indochine et à Madagascar.

L'oléiculture bénéficie de 2 millions de primes

coûtées par les Délégations et a été grandement améliorée, en qualité.

Les dattes de Tougourt, El Oued, Biskra sont surtout vendues en Grande Bretagne qui tend à les remplacer par le produit des palmiers rares de Bassorah. Le débouché est subordonné à 3 conditions: politique d'eaux souterraines, sélection, publicité intelligente.

L'écart entre les prix à l'oasis (90 fr. les cent kilos) et ceux pratiqués à Alger ou Paris (18 à 20 fr. le kilo) est trop considérable. Si le commerce n'abaisse pas ces différences il faudra recourir à des coopératives de vente.

Le troupeau ovien est l'un des grands espoirs du pays, le troupeau français étant incapable de subvenir aux besoins.

Le tourisme doit être revivifié, surtout vers les territoires du Sud.

Passant à la situation budgétaire, M. le Gouverneur général insiste sur l'accroissement de la dette algérienne: 500 millions en 1921, 5 milliards et demi en 1935. De cet ~~endettement~~ endettement, 3 sources essentielles: grands travaux, déficit des chemins de fer - 9 millions en 1925, 111 millions en 1935 - contribution militaire. Ce sont là des charges essentiellement impériales.

Sur le contribuable, pesant de lourdes charges. En Algérie, l'hectare de terre cultivée paye à la contribution foncière: 59 fr. 40; 30 fr. en France. Mais les terres labourables rapportent en Algérie 5 à 6 quintaux à l'hectare et 35 à 40 quint^x en France, dans les

2
régions du Nord.

cf. le Gouverneur Général en arrive à la situation des indigènes. Leur population, de 1 million en 1830, est passée à 3 millions en 1870, à 6 millions et plus en 1935. C'est un prolétariat qui s'accroît de 100.000 unités chaque année. Il supporte un faible poids de l'impôt. En 1918: 9fr. 80 par tête d'habitant indigènes; 116 frs par tête d'Européens. En France: 1076 frs par tête.

L'assistance publique est une œuvre magnifique. Dépenses en 1901: 6 millions; en 1920: 20 millions; en 1936: 56 millions.

Le mouvement scolaire des indigènes s'accroît de jour en jour, même dans le Sud. En 1924, 96.000 enfants indigènes fréquentaient nos écoles; en 1934 leur nombre atteignant 163.000. Il serait plus élevé, si la place ne manquait pas.

Le prolétariat indigène, qui n'émigre plus, depuis la crise, a contraint le Gouvernement Général à ouvrir des chantiers et à accroître le fonds de prévoyance indigène qui va être porté à 150 millions.

Pour toutes ces raisons, le budget ordinaire de l'Algérie, qui était de 300 millions, entre 1920 et 1925, est passé à 1.450 millions en 1935. Il a été réduit à 1.302 millions pour 1936, après un gros effort. Le déficit probable de cet exercice sera de 250 millions.

L'orateur conclut: des perspectives de reprise apparaissent. Mais la Métropole doit venir en aide à l'Algérie pour les dépenses impériales: contribution militaire, grands

travaux sahariens notamment, chemins de fer, lignes aériennes, enseignement et assistance.

Le Gouvernement devra poursuivre une politique de rapprochement entre européens et indigènes et des indigènes "entre eux", mais montrer la ferme volonté de maintenir la sécurité et la prééminence des droits de la France avec le respect de l'autorité française. (Vifs applaudissements.)

M. le président remercie M. le Gouverneur général de son remarquable et clair exposé.

M. Reboul estime que l'arrachage doit se faire volontairement et demande quelle est la quantité de vin bloquée en Algérie.

M. le Gouverneur général répond: bien plus considérable qu'en France: environ la moitié de la récolte, pour la propriété qui y est soumise.

M. Reboul souhaite que la consommation indigène soit poussée vers le jus de raisin.

Droits de douane
au
Maroc

Dahir.

M. Roux-Freissineng attire l'attention du Gouverneur général sur un récent dahir marocain qui supprime la zone douanière située entre Taza et Oudjda, à l'intérieur de laquelle l'Algérie pouvait exporter avec un tarif privilégié.

23
M. de Beau, gouverneur g^l, déclare s'intéresser à la question. Il la suit.

M. Reboul regrette que l'Algérie n'ait pu s'entendre avec le Midi viticole au sujet du contingentement du vin.

M. Duroux manifeste le même regret. Il faut que les Algériens comprennent la nécessité de l'arrachage et du morcellement de certains vignobles trop étendus, emportant certaines modifications fiscales.

M. le Président pense que cette question devra être traitée au cours d'un débat spécial.

Adjoints-indigènes.

Proposition de loi.

M. Le Beau, consulté, exprime l'avis que les conclusions du rapport de la commission sont préférables à la loi votée par la Chambre. L'adjoint ne doit pas être une sorte de maire des indigènes.

L'amendement de M. Roux. Freilinger qui interdit à cet adjoint indigène de remplir les fonctions de maire ou d'officier d'état-civil est excellent.

Accession

des indigènes

à la qualité de français

Prop. de loi.

M. Le Beau, consulté, ne voit pas d'inconvénient à l'adoption de la proposition. Les indigènes qui voudront profiter de cette faveur seront, d'ailleurs, peu nombreux.

M. Cutholi. C'est ce que je veux prouver.

Taux conventionnel
du loyer de
l'argent
proposé de loi

M. Le Beau, interrogé sur ce point
par M. le Président et après avoir fait
l'historique des décrets - lors sur la matière
estime que la limitation du taux à 7 ou à
8% se défend parfaitement au point de
vue moral.

M. Cuttoli. Elle permettra de poursuivre.

Services civils
de l'Algérie

Justice et enseignement.

M. Le Beau rappelle que, à la suite
d'une proposition de loi de M. Roux-
Fressineng, la Commission avait demandé
l'abrogation du décret du 30 octobre 1935
plaçant sous les services civils de
l'Algérie sous la haute direction du
Gouverneur général et, par suite, les
services judiciaires et de l'instruction
publique.

Sur la proposition, le Président du
Conseil va prendre un décret, modi-
fiant celui du 30 octobre 1935: tous les
services civils de l'Algérie resteront
bien sous l'autorité du Gouverneur
général, mais les services de la Justice
et de l'éducation nationale resteront
régis par les prescriptions légales
régissant leur fonctionnement.

M. Cuttoli remercie M. le Gouverneur
général, au nom de "la famille judiciaire".

25
M. Roux - Freissineng aurait préféré
l'abrogation du décret de 1939.

X M. le Président rend compte à la
Commission des négociations menées par lui
auprès du Président du Conseil. C'est son l'assu-
rance formelle que la question allait
être réglée par le décret qui vient d'être
analysé qu'il a retiré sa demande d'inter-
vention du bureau.

M. le Gouverneur général se retire.

Adjoint - indigène
Amendement de
M. Roux - Freissineng.

La Commission adopte l'amendement ainsi conçu :

"Ils ne pourront, en aucun cas,
remplir les fonctions de maire ou celles
d'officier de l'état civil."

Un rapport supplémentaire sera
demandé au rapporteur, M. Viollette.

Conflits entre la loi
promueuse et le statut
indigène

Etant des personnes.

Les amendements au
Amendement de M. Delthil. Texte de la Commission, de notes
par M. Delthil, seront examinés à
une séance ultérieure.

Taux conventionnel
du loyer
de l'argent.

avis

La commission, d'accord avec
M. Roux - Freissineng, rapporteur et auteur
du texte, se rallie au taux de 8%

proposé par la Commission de législation.
Elle autorise celui-ci à déposer, sur
le bureau du Sénat, son avis rédigé
dans ce sens.

Après dépôt de l'avis ~~par~~ la Commission
des finances, la Commission de légis-
lation sera invitée à provoquer
l'inscription de la proposition de loi
à l'ordre du jour du Sénat.

La séance est ensuite levée à
18 h. 30.

Séance du mardi 25 février 1936

Présidence de M. Hervey, président.

Sont présents : M. M. Duroux, Gallet, Hervey,
J. Loubet, Roux-Frémisong.

La séance est ouverte à 16 h. 50.

Conflits entre la loi

française
et le statut indigène.

Etat des personnes.

Amendements de M. Delthil

En raison de l'absence de M. Mangin,
rapporteur du projet de loi, l'examen des
amendements est ajourné à une séance
ultérieure.

Taux conventionnel

du loyer

de l'argent.

Prop. de loi.

M. le président se déclare prêt à
inviter la commission des finances à
désigner son rapporteur, pour avis,

22

sur cette proposition de loi. (Adhésion.)

La séance est levée à 17 heures.

Séance du jeudi 5 Mars 1936.

X La séance est ouverte à 14 heures 30,
sous la présidence de M. Hervey, président.

Sont présents: M. M. Bourdeaux, Hervey, Roux-Frémisong et Maurice Viollette.

Adjoint-indigènes

— M. le Président, donne la parole à M. Viollette, rapporteur.

M. Viollette, rapporteur, rappelle que la proposition de loi a pour objet de régulariser une situation de fait. Malgré un arrêt du Conseil d'Etat, dans beaucoup de municipalités, il y avait des adjoints indigènes.

La commission a jugé indispensable de donner la sanction légale à cette pratique.

Un seul point a soulevé une discussion au sein de la commission: convient-il qu'un indigène, ayant le statut musulman, et nommé adjoint, puisse exercer les fonctions de maire et d'officier de l'état civil? La commission a jugé mauvais de faire un régime de faveur aux musulmans. De l'autre côté, en plaçant l'indigène nommé adjoint en queue du tableau des adjoints, on rend

pratiquement impossible l'hypothèse qu'il puisse exercer les fonctions de maire ou d'officier de l'état civil.

Le débat se rouvre de nouveau aujourd'hui sur le dépôt d'un amendement par M. Roux-Freissineng.

Outre les raisons exposées plus haut, à savoir que l'hypothèse est quasi impossible, on peut dire qu'au Sénégal les musulmans ayant conservé leur statut personnel peuvent être maires. Il en est ainsi à Saint-Louis et à Dakar. Ce qui est vrai au Sénégal ne peut-il l'être en Algérie?

M. Roux-Freissineng estime, si l'on trouve dangereux qu'un adjoint indigène remplisse les fonctions de maire ou d'officier de l'état civil, qu'on doit le dire franchement dans le texte. En se contentant de placer les adjoints indigènes en queue du tableau, il pourra se produire qu'ils soient appelés à remplir les fonctions de maire ou d'officier de l'état civil, car, en été surtout, beaucoup de français vont sur le continent. On risque alors de soulever des incidents regrettables et même de mettre en opposition, dans une commune, des français entre eux.

La commission a d'ailleurs adopté l'amendement à une séance précédente et tous les sénateurs algériens, alors présents, s'y sont ralliés.

29

L'orateur demande, en terminant, que la Commission confirme son vote.

M. le président fait ressortir qu'il y a peu de différence entre la thèse de M. Roux-Freycinet et celle de M. Viollette. Tous les deux sont d'accord sur le fond: M. Viollette soutient simplement qu'avec le texte actuel il est quasi impossible qu'un adjoint indigène soit appelé à remplir les fonctions de maire ou d'officier de l'état civil.

A la vérité, comme l'a dit M. Viollette lui-même, dans son rapport, il faut tenir compte des résistances et des préjugés de certains milieux colons. Il faut se montrer très prudents, car pour changer la mentalité des gens il faut souvent plusieurs générations.

On ne peut d'ailleurs pas comparer la situation du Sénégal et celle de l'Algérie: la répartition de la population et des propriétés est bien différente, ainsi que les races.

Il faut, en outre, éviter qu'une telle discussion vienne à la tribune.

(La Commission adopte l'amendement par 3 voix contre une.)

M. Viollette déposera un rapport supplémentaire qui sera très bref.

La séance est levée à 15 heures.

Séance du mercredi 18 Mars 1936

La séance est ouverte à 17 heures, sous la présidence de M. Hervey, président.

Sont présents: M. M. Duroux, Gallet, Hervey, Roux-Freissineng, Steeg, Viollette.

Douanes Marocaines.
Frontière algérienne.

M. le président donne la parole à M. Roux-Freissineng.

M. Roux-Freissineng expose qu'en 1902 était intervenu, entre la France et le Maroc, un traité donnant à la France un privilège pour les marchandises pénétrant dans l'empire Shérifien par la frontière algérienne; il ne devait être perçu qu'un droit spécifique de 5%. L'acte d'Algeciras décida que toutes les nations seraient, au point de vue douanier, placées sous un régime d'égalité et soumises au tarif uniforme de 12 1/2%. Toutefois, le privilège accordé à la frontière alépro-marocaine était maintenu.

Après quelques années, le droit spécifique de 5% était transformé en droit ad valorem.

Le Résident général prétendit supprimer ce régime de faveur. Néanmoins, après les protestations algériennes, un *modus vivendi* fut élaboré en 1918: le droit de 5% devait être maintenu.

31

à la douane d'Oudjda, mais une seconde ligne douanière devait être établie à Taza où serait perçu un droit supplémentaire de $7\frac{1}{2}$ p. cent, ad valorem, ce qui portait à $11\frac{1}{2}$ p. cent le total des droits frappant les marchandises à destination du Maroc occidental.

Cet accord, consacré par la conférence Nord-Africaine, en novembre 1918, demeura en vigueur jusqu'en janvier 1936.

Un régime analogue avait été accordé à la zone voisine des presidios espagnols, dans la région de Melilla.

En 1935, la suppression de la zone Taza-Oudjda fut remise en question.

Les députés algériens s'étant réunis, M. Laurin, député d'Oran, s'adressa au ministre de l'intérieur pour protester. Celui-ci, dans une lettre du 11 septembre 1935, promettait à M. Laurin que les parlementaires seraient tenus au courant des pourparlers entamés sur cette question.

Aucune communication ne leur fut faite, mais, le 9 janvier 1936, un dahir du Sultan supprimant la douane de Taza pour ne laisser subsister que celle d'Oudjda où un droit ad valorem de $11\frac{1}{2}$ p. cent serait perçu. C'était la suppression de la zone orientale marocaine privilégiée.

L'orateur a protesté, par lettre, auprès des ministres de l'intérieur et des affaires étrangères. Il invite la Commission à l'appuyer de son autorité.

Le maintien de cette zone est d'un grand intérêt: c'est le seul avantage conféré à la puissance protectrice du Maroc, et, par suite à l'Algérie. Celle-ci a construit le port de Nemours et les voies ferrées d'accès.

M. Steeg rappelle qu'il a négocié, comme résident général, l'accord conclu en 1918 avec le Gouvernement général de l'Algérie. Celle-ci a fait, en effet, de gros sacrifices de sang et d'argent pour le Maroc.

Cependant, il faut comprendre la situation du Maroc dont la porte est ouverte à toutes les nations et qui éprouve de grandes difficultés à exporter et à équilibrer son budget.

M. Roux-Freiligneng montre que la mesure ne doit rapporter que 6 millions d'après le Gouvernement marocain. La zone espagnole subsiste: elle est une source de fraudes et le sera bien plus.

L'orateur insiste pour que la commission réclame l'annulation du Sahir et demande au Gouvernement de soumettre le problème à la conférence méditerranéenne du 15 mars.

M. Viollette est d'accord avec le précédent orateur.

L'opération politique est

33

plus grave que l'opération économique.
Rendre au protectorat la pleine disposition
de la zone Taza-Oudjda c'est lever une
hypothèque sur le Maroc oriental.

Il faut maintenir cette espèce de
condominium.

M. Steeg approuve ces paroles: la France
a intérêt à rendre les territoires placés sous
sa souveraineté. Mais la difficulté soulevée
par le dahir, aurait dû être réglée
entre le ministre des affaires étrangères et
le ministre de l'intérieur: le premier,
tuteur du Maroc, le second, tuteur de
l'Algérie.

La Commission pourrait, dans un
ordre du jour, montrer qu'elle n'est pas
indifférente aux difficultés en face des-
quelles se trouve le Maroc; qu'elle est dispo-
sée à permettre à ce protectorat d'avoir
la liberté économique, mais que le
problème ne peut être envisagé, en
toute liberté, qu'après l'abrogation du
dahir.

M. le Président propose à la Commission
de clore le débat par une délibération.

M. Viollette estime qu'il faudrait
invoker le précédent des zones franches
franco-suisse: la France tient à la
zone Oudjda-Taza pour des raisons
économiques, politiques et internationales.

M. Steeg. L'Algérie et le Maroc sont terres françaises. Il ne faut pas insister sur le point de vue international.

M. Duroux estime que la délibération doit être transmise au ministre des affaires étrangères.

M. le Président fait observer que la commission ne peut avoir de rapports qu'avec le ministre compétent en matières algériennes: celui de l'intérieur.

M. Viollette, appuyé par M. Steeg, considère qu'un problème de Gouvernement étant soulevé, c'est au Président du Conseil qu'il convient de s'adresser.

Ce point de vue est adopté.

La commission charge M. le Président d'écrire à M. le Président du Conseil, pour lui transmettre les vues de la Commission en le priant de soumettre la difficulté au comité méditerranéen, au cours de sa prochaine session.

Colis postaux à destination du Maroc.

M. Roux-Fressineng, proteste contre une décision du Gouvernement marocain aux termes de laquelle tous les colis postaux venant de France

25

devront passer par Casablanca, à l'exception
de ceux en provenance de l'Algérie.

C'est un préjudice considérable causé
au port d'Oran.

Il sera tenu compte de cette protestation
dans la lettre qui sera écrite par M. le Président.

La séance est levée à 18 heures.

Séance du mardi 2 juillet 1938
Présidence de M. Hervey, président.

Sont présents : M. Duroux, Hervey,
Roux - Frottebong.

La séance est ouverte à 14 heures 40.

Election d'un

Vice - Président M. Roux - Frottebong est élu
vice - président, en remplacement de
M. Viollette devenu ministre d'Etat.

Taux conventionnel

du
Loyer de l'argent

Proposition de loi M. le Président rappelle que la
proposition de loi est en instance
pour avis, devant la Commission des
finances. Il s'efforcera d'obtenir de celle-ci

qu'elle provoquer une réponse du
ministre des finances.

Grèves en Algérie.

— A été procédé à un échange de vues
sur les grèves et les troubles récents en
Algérie.

Port de Mostaganem.

A la demande de M. Roux-Freusti-
neng, la commission décide qu'une
lettre sera adressée au ministre des
travaux publics, afin de hâter le dépôt
du projet de loi tendant à déclarer
d'utilité publique les travaux d'extension
du port de Mostaganem.

La séance est levée à 15 h. 30 minutes.

(1) Cette lettre a été adressée le 2 juillet 1936

Séance du Mercredi 28 Juillet 1936

Présidence de M. Hervey, président.

Sont présents: M. M. Coty, Cutholi, Duroux,
Hervey, Seblanc, Mauger, Roux-Freitteng.

Troubles

ou
Algérie

Situation

La séance est ouverte à 17h. 30.
M. le Président déclare qu'il a constaté
que la Commission sur la demande de M.

Cutholi, pour examiner la situation en
Algérie, au moment où M. Roux-Freitteng
va interpellier sur ce sujet.

M. Cutholi expose qu'une interpellation
peut avoir une répercussion fâcheuse sur
des esprits en état de fièvre et qui se
calment. Il la juge inopportune avant
d'avoir interrogé le ministre sur les
mesures prises.

Une discussion approfondie, à laquelle
prennent part les membres présents, amène
M. Seblanc à proposer une audition du
ministre de l'intérieur aussi rapprochée
que possible.

Cette proposition est adoptée et M. le
Président est chargé de la solliciter
pour le Mardi 28 courant.

La séance est levée à 18h. 10 minutes.

Séance du mardi 29 juillet 1936

Présidence de M. Hervey.

Sont présents: M. M. Autoli, Duroux, Palleh, Parent, Henri Raye, Hervey, Seblanc, Mangon, Roux-Fressinong, Saint, Steeg.

La séance est ouverte à 17 heures 10 min.

M. Raoul Auband, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur assiste à la séance.

M. le Président lui donne la parole sur la situation politique de l'Algérie.

M. Raoul Auband, sous-secrétaire d'Etat, expose les causes profondes des événements qui se sont manifestés en Algérie depuis deux ans et principalement au cours de ces derniers mois. Ils sont dus: 1° à la crise économique; 2° aux passions politiques surexcitées par la campagne électorale.

Les indigènes s'agitent; ils ont un nouveau espoir dans le gouvernement actuel. Leurs revendications, pour un certain nombre, peuvent être acceptées.

L'antisémitisme renait, aussi bien chez les Européens que chez les indigènes, il conviendrait de l'enrager.

M. le sous-secrétaire d'Etat énumère ensuite les efforts déjà

29

faits par le Gouvernement, le Pasternent
et les communités, en faveur des indi-
gènes et ce qu'il compte faire dans
l'avenir.

Il fait appel à toutes les bonnes
volontés pour rechercher l'apaisement
des esprits.

M. Roux-Freissineng affirme que
la politique n'a rien à voir avec
le mouvement des Européens d'Oranie,
mouvement qui a abouti à l'adhésion
au front paysan. C'est le groupement
de colons très malheureux et qui ne
cherchent pas à propager, comme on
l'a dit, une campagne antisémite.
L'antisémitisme a toujours existé à
l'état latent, parce que les Israélites
se jettent à l'avant de tout mouve-
ment politique.

L'orateur rappelle les excès des
grisettes à Alger, les désordres
d'Oran, le crime antisémite commis
par des indigènes à Bou Saada et
l'échauffourée du 14 juillet à Ain-
Bernard.

Effrayés, les colons se sont armés et
ont formé un bloc qui englobe les
neuf dixièmes de la population euro-
péenne, le dernier dixième étant
composé de communistes et d'Israélites.

Le représentant du Gouvernement est-il
disposé à mettre fin aux menées communistes?

M. Cattoli traite la question finie
et affirme que les Traillites vont
toujours vers le parti qu'ils croient
le plus fort : aujourd'hui, c'est à gauche.
Il faut, à tout prix, éloigner les
indigènes de la vie publique.

Le Sénat de Constantinople se déclare
résolu à combattre les revendications
qui tendent à faire élire les députés
européens et indigènes par un
collège électoral unique. C'est la
perte de l'Algérie.

En ce qui concerne le décret récent
relatif aux conditions de voyage
vers la France accordées aux indi-
gènes, il convient de regretter que
l'obligation de la carte médicale
n'ait pas été maintenue.

M. Duroux tient pour très
regrettable le spectacle donné aux
indigènes de nos divisions politiques
et pour plus grave encore de les y
avoir mêlés.

Donc le problème algérien est con-
ditionné par ces chiffres : il y a
6.298.000 Musulmans en Algérie pour
340.000 Européens. Ceux-ci doivent être
étroitement unis en face de ceux-là.
Pourquoi ne le comprennent-ils pas ?

M. le Président... Pas plus qu'en
France on ne comprend que, devant

61
l'Allemagne, les Français devraient être tous
unis.

M. Duroux a pose ensuite que, dans
leur dernier congrès, les indigènes musulmans
ont réclamé le suffrage universel avec un
collège électoral unique pour les représentants
français et indigènes. Comme cela était
impossible, ils déclarèrent qu'ils se con-
tenteraient de 250.000 électeurs incorporés
au collège électoral français; ces indigènes
garderaient leur statut musulman. "Nous
voulons être traités comme les juifs, disent-
ils, c'est-à-dire être citoyens".

Le Gouvernement doit être mis en
garde contre des innovations faites à la
légère. Il ne faut pas, surtout, traiter les
questions algériennes en public et ne faire
aucune promesse.

L'orateur termine en rendant hommage
à l'énergie et au sang-froid de l'adminis-
tration, au cours des désordres récents.

M. Henry Haye est également d'avis qu'un
collège électoral ^{unique} serait une folie. Il demande égale-
ment quelles mesures le Gouvernement compte
prendre pour mettre un terme à la situation
présente.

M. Mauger préconise l'application des lois
d'assistance à l'Algérie. Il faut, en outre,
éloigner l'indigène du régime.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat considère le conflit social comme terminé. A cet égard, il faut rendre hommage au Gouverneur général et aux trois préfets dont l'action a été décisive.

L'agitation politique n'est pas complètement calmée. On doit rassurer les colons par des mesures de protection. C'est pourquoi, sur les indications du Gouverneur général, le Gouvernement a renforcé la police mobile, de même que va être créée une police d'Etat, dans certaines villes.

En ce qui concerne la libre circulation des indigènes vers la Métropole, M. le Sous-Secrétaire d'Etat déclare que les modalités du décret sont laissées à l'appréciation du Gouverneur général. Il peut donc prendre les précautions sanitaires réclamées par M. Cartier.

Comme l'a dit M. Jaurès les Français ne doivent pas étaler leurs divisions aux yeux des indigènes.

Tous les efforts doivent être faits, dans un intérêt national, pour pacifier les esprits.

M. Saint exprime le vœu que le Gouvernement s'applique à ne rien faire qui puisse diminuer l'autorité du Gouverneur général.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat : Nous

43

ne décidons aucune mesure sans avoir pris l'avis du Gouverneur général qui a toute la confiance du Gouvernement.

M. Roux-Freissineng renouvelle sa question et demande si le Gouvernement est disposé, désormais, à mettre fin d'une façon absolue à l'action et à la propagande communistes en Algérie.

M. Raoul Auband, sous-secrétaire d'Etat: Le Gouvernement ne peut admettre l'expression "désormais".

M. Cattoli: "Désormais" impliquerait un désaveu indirect du Gouverneur général.

M. Raoul Auband: Mais je puis déclarer que le Gouvernement "est disposé, comme par le passé, d'accord avec le Gouverneur général", à employer tous les moyens appropriés pour mettre fin, aussi bien à la propagande communiste qu'à la propagande antisémite,

M. Roux-Freissineng: Alors vous ne laisserez plus crier: "~~Vive~~ les Soviets partout.?"

M. le Sous-Secrétaire d'Etat: Pas plus "A bas les Juifs" que "Vive Hitler."

M. Roux-Freissineng: Je demande qu, publiquement, à la tribune du Sénat, M. le Sous-Secrétaire d'Etat renouvelle la déclaration qu'il

vient de formuler et ne la fasse pas connaître au moyen d'un communiqué remis à la Presse à l'issue de cette séance.

Il sera possible de placer cette déclaration au moment de la fixation de la date de mon interpellation sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour réprimer les mesures communistes en Algérie.

M. le Président estime qu'au moment de la fixation de cette date M. le ministre pour-
rait dire: "l'interpellation me paraît peu opportune, mais je vous promette, etc..."
et la déclaration ci-dessus formulée
suivrait. M. Roux - Freyding retirerait
alors la demande d'interpellation.

M. Duron estime que cette inter-
pellation, étant, effectivement, inopportune.

L'accord s'étant établi entre M. le
Sous-Secrétaire d'Etat, M. Roux - Freyding
et la Commission, il est décidé que cette
procédure sera suivie.

Programme des Grands Travaux.

La Commission donne son approbation à
l'intervenant M. Cutilli se propose de faire
au moment de la discussion du projet de loi
sur les Grands Travaux, une demande d'affectation
annuelle de 400 millions pour

45
Les dépenses de Souveraineté en Algérie, savoir:
enseignement des indigènes: 280 millions;
assistance: 150 millions.

La séance est levée à 19 heures 15 minutes.

Séance du mercredi 12 août 1896.

Présidence de M. Ferry.

La séance est ouverte à 14 heures 35 minutes.

Sont présents: M. M. Bourdeaux, Ferry, Mauger,
Roux-Freixineng, Saint.

Police d'Etat.

Projet de loi. La Commission désigne M. le Président
pour rapporter le projet de loi tendant à
l'institution de la police d'Etat dans certaines
communes d'Algérie.

La discussion immédiate a été demandée
par le Gouvernement.

Sociétés indigènes de Prévoyance.

Projet de loi

La Commission est consultée officiellement
par M. le Président sur un projet de loi déposé à
la Chambre et que doit voter cette assemblée
le jour même. Il s'agit de modifier la loi du
4 avril 1893 sur les sociétés indigènes de
prévoyance.

M. Roux-Ferrière considère qu'une pareille loi exige un examen approfondi.

M. le Président fait savoir que le Gouverneur général réclame le vote du projet qui facilitera l'application de loi sur l'Office national du blé.

La Commission décide de ne pas rapporter, pour le moment, au cas où le projet viendrait à être porté au Sénat.

Situation politique
Algérie

La Commission décide qu'une démarche sera faite auprès de M. Raoul Auband, sous-Secrétaire d'Etat à l'intérieur pour l'inviter à tenir les engagements qu'il a pris relativement aux monies antinationales en Algérie.

La séance est levée à 19 heures 30 minutes.

47

Séance du Mardi 9 février 1937.

Présidence de M. le Général Stuhl, doyen d'âge.

Sont présents: M. M. Bauffe, de Berny, Bourdeaux, René Coty, Jacques Duroux, Ulysse Fabre, Henry Faye, Leblanc, Loubet, Manger, Morizot, Reboul, Roux-Freissineng, Saint, Steeg, le Général Stuhl.

La séance est ouverte à 16 heures 30.

M. le président, en raison du décès de M. Hissay, la présidence se trouve vacante.

Élection du Président.

— M. Duroux, au nom de M. Cottol: et au sien, propose la candidature de M. Steeg. Il a été Gouverneur général et des questions délicates vont se poser au cours de l'année.

M. Roux-Freissineng annonce que ses paroles n'ont rien de déshonorant pour M. Steeg, qui fut un Gouverneur général dont il a toujours fait l'éloge et avec lequel il a collaboré. Mais le candidat proposé est président de la Commission des colonies dont les intérêts diffèrent souvent de ceux de l'Algérie.

M. Duroux répond que ce raisonnement ne porte pas: un membre de la Commission des colonies ne pourrait alors faire partie de la Commission de l'Algérie. Au point de vue de l'intérêt strictement Algérien, la candidature de l'ancien Gouverneur

général doit être posée, la fait voter la loi de 1919.

M. T. Steeg dit toute son estime pour M. Roux-Freethineng, pour son talent et la parfaite loyauté, mais il ne sent exister d'antagonisme entre la commission des colonies et la commission de l'Algérie.

La seule préoccupation de M. Steeg est de mettre au service du pays l'expérience qu'il a acquise en Algérie.

Il est procédé au scrutin.

M. Steeg est élu président par 10 voix sur 14 votants; M. Saint ayant obtenu 1 voix, M. Sellane; 1 voix; M. Roux-Freethineng: une voix; plus un bulletin blanc.

Election du Bureau.

M. M. Duroux et Roux-Freethineng sont élus vice-présidents, par acclamations.

M. M. Anteliet René Corty sont élus ~~secr.~~ Secrétares par acclamations.

M. Steeg remplace au fauteuil de la Présidence, M. le g^{ral} Stuhl, doyen d'âge,

Présidence de M. Steeg.

M. le président remercie ses

49

collègues de l'honneur qui lui est fait
de pouvoir remplacer un si regretté collègue:
M. Hervey. Il fait l'éloge de ses qualités
de courtoisie, de son sens des intérêts du
régime parlementaire et de sa large
compréhension.

Après le président en dirige ensuite que des
problèmes qui semblaient résolus se sont
réveillés. La Commission devra faire
effort pour développer l'œuvre grandiose
accomplie depuis un siècle grâce à
l'héroïsme de ses soldats, au labeur obli-
vié et obscur de ses colons, et à l'action
de ses grands administrateurs.

La crise économique a rendu certains
problèmes plus intenses que dans la
Métropole. La France a secouru l'indolence
des indigènes: ayant obtenu plus, ils
demandent aujourd'hui davantage.

En 1919 la France a donné aux indigènes
le droit d'avoir des élus de leur race
aux Conseils Municipaux et Généraux,
aux délégations financières. Il est
possible, peut-être, de faire mieux,
mais à la condition que le rapprochement
entre les diverses races de l'Algérie soit effectué
dans l'ordre et dans la souveraineté
française. (Applaudissements.)

La séance est levée à quinze
heures dix minutes.

Séance du Mercredi 4 Mars 1937

Présidence de M. Steeg.

Sont présents: M. de Courtois, de Berny,
Miron, Ulysse Fabre, Reblanc,
Manger, Roux-Fressineng, Steeg,
le Général Kuhl.

Amnistie.

Infractions indigènes

M. de Courtois fait savoir qu'il
a été ^{fait} ~~fait~~ par le Gouvernement d'une
demande d'avis sur l'insertion dans
le projet de loi d'amnistie des
infractions aux lois du 2 Avril 1930
sur l'état civil des indigènes et
du 2 mai 1930 sur la déclaration de
francailles des Kabyles. ^{pour} ~~la~~ demande
l'avis de la Commission de l'Algérie.

La Commission émet l'avis
que les infractions à ces deux lois
peuvent bénéficier de l'amnistie.

M. de Courtois fera connaître cet
avis à la Commission de législation
civile.

Demande d'audition.

d'une
délégation musulmane
d'Algérie

M. le Président donne

91
lecture d'une lettre de M. Le D^r Bendjelloul
qui demande à la Commission de vouloir
bien l'entendre sur le projet de loi, déposé
à la Chambre, relatif à l'exercice des
droits politiques par certaines catégories
de sujets français en Algérie.

M. M. de Courtois ~~et~~ d'Anger et plusieurs de leurs
collègues, estimant que le moment
n'est pas venu d'entendre une délégation
d'indigènes musulmans. La procédure
parlementaire interdit à une commission
du Sénat de discuter et ~~d'entendre~~ d'écouter
des avis, sur un projet de loi soumis à
l'examen de la Chambre.

M. le Président ajoute qu'une
surplus, la Commission entendra très
volontiers une délégation indigène,
lorsqu'elle pourra le faire utilement,
après avoir été l'objet d'un
texte déposé au Sénat par le
gouvernement ^{en suite} ~~après~~ son adoption
par la Chambre.

La Commission donne mandat
à son président de répondre
dans le sens des ~~considéra-~~
tions qui précèdent.

La séance est levée à quinze
heures.

Séance du vendredi 10 décembre 1937

La séance est ouverte à 15 heures
10 minutes sous la présidence de M. T. Steeg.

Excusé: M. Duroux.

M. le président propose à la Commission de tenir une réunion commune avec la Commission des affaires étrangères et de politique générale des protectorats pour entendre M. Larrant, ministre d'Etat, chargé de coordonner la politique française en Afrique du Nord.

Cela est éventuellement décidé.

M. Leblanc regrette que souvent confondues les affaires algériennes avec celles qui concernent nos deux protectorats nord-africains.

M. Roux-Freissinac signale les événements regrettables dont l'Algérie a été le théâtre depuis janvier 1937. Il rappelle notamment les menées communistes et socialistes le propos de 4 députés de ce parti tenu en Oranie aux indigènes: "la colonisation française est chose abominable, on vous a volé vos terres,

nous allons vous les faire rendre."

L'orateur énumère les grèves récentes dans les 3 départements, les désordres qui ont troublé Oran entre le 1^{er} et le 3^e jour de scrutin pour les élections cantonales, auxquels se mêlèrent les draïlites, d'où un mouvement antisémite.

Chez les indigènes l'agitation est latente: des présidents de djemnaas démissionnent dans le département de Constantine; à Tlemcen, foyer indigène évolué, 8.000 indigènes tentent d'envahir la ville, à minuit, en signe de protestation contre l'arrestation de Messali.

L'autorité va s'exercer, dit-on. Oui, mais pas à sens unique, comme cela s'est produit jusqu'ici et non plus seulement à l'avantage des partis d'extrême-gauche.

L'orateur termine en exprimant la crainte que le vote - s'il a lieu - du projet de loi Viollette relatif aux droits électoraux de certaines catégories d'indigènes ne provoque une explosion de révolte des colons.

M. Lutholi admet que des mesures s'imposent: il faut attendre de connaître le programme de M. Albert Parrent.

M. le président se fera l'interprète,

auprès de M. Larrant, de l'émotion de
M. Roux - Freillineng.

Conflits entre
la loi française
et le Statut indigène.
Etat des personnes. réglant les conflits entre
la loi française et le Statut indi-
gène, en matière d'état des
personnes soit mis à l'ordre du
jour du Sénat avant qu'il soit
devenu caduc, c'est-à-dire avant le
31 décembre courant.

Affaires Tunisiennes

Cour d'Appel
d'Alger

M. Artoli demande
qu'aucune disposition ne soit intro-
duite dans la loi de finances, tendant
à enlever à la Cour d'Alger l'appel
des jugements rendus par les Tribunaux
Tunisians.

M. le Président interviendra
auprès du Gouvernement dans ce sens.

La séance est levée à 16 heures.

55

Séance du jeudi 17 janvier 1938.

La séance est ouverte à 14 heures 35, sous la présidence de M. Manger, doyen d'âge.

Sont présents: M. René Coty, de Courtois, Duroux, Ulysse Fabre, Henri Hage, Leblanc, Manger, Morizet, Camille Deboul, Roux-Fréissineng, Roux-Hedillon.

Election du Bureau

jan 1938

M. Roux-Fréissineng pose sa candidature à la présidence.

L'agitation est profonde en Algérie, un grand désir d'apaisement se manifeste de plus en plus dans ce pays. L'Oran pense que son élection contribuerait à cet apaisement.

M. Morizet estime qu'il ne conviendrait pas de confier la présidence à un représentant de l'Algérie, d'après l'avis, même aux discussions intérieures de la Colonie et propose la candidature de M. Leblanc. Celui-ci connaît fort bien les questions algériennes. L'appartient, de plus, au même parti que M. Roux-Fréissineng. Ceci démontre l'impartialité qui comporte cette proposition.

M. Henri Hage, appuie la candidature de M. Roux-Fréissineng.

M. Roux-Freissineng est élu
président.

M. d. Duroux et Leblanc sont
élus Vice-présidents.

M. d. Catholi et René Coty, sont
élus Secrétares.

M. Roux-Freissineng remercie ses
collègues de la confiance qu'ils
viennent de lui témoigner. La Commis-
sion n'aura pas à le regretter. La propo-
sité et la foi en la Métropole doivent
en Afrique algérienne.

La séance est levée à 14 heures 50 minutes.

Séance du Mardi 15 février 1938

La séance est ouverte à 14 heures 30
sous la présidence de M. Roux-Freissineng.

Sont présents: M. d. Bauffe, Catholi, Ulysse
Fabre, Leblanc, Mauger, Roux-Freissineng.

Jury Criminel.

Projet de loi

Arts

-

M. Leblanc accepte de présenter
l'avis de la Commission sur le projet de
loi adopté par la Chambre, tendant

5X

à modifier l'article 3 § 6 et 7 de la loi du 30 décembre 1902, relative à l'organisation des cours d'assises et du jury criminel en Algérie.

Il s'agit des Cours Criminelles.

Projet de loi.
Viollette.

Droits Electoraux
de
certains indigènes.

— M. le Président indique l'état de la question devant la Chambre.

La délégation des maires algériens doit être reçue aujourd'hui par M. Sarrant, ministre de l'intérieur. Elle sera entendue demain 16 février par la Commission du suffrage universel de la Chambre, commission saisie du projet au fond.

Conflits entre la loi française
et le Statut indigène

Etat des personnes.

M. Muller donne lecture d'une lettre de M. le Garde des Sceaux relative aux amendements Jellil au projet de loi réglant les conflits entre la loi française et le statut indigène en matière d'état des personnes.

Il y aurait intérêt à faire les formalités nécessaires à la reprise de ce projet de loi devenu caduc.

La séance est ensuite levée à quinze heures.

Réunion Commune
de la Commission de l'Algérie
et de la Commission des Colonies.

Séance du Mercredi 23 Mars 1958

Présidence de M. Marie Roustan.

La séance est ouverte à 14h. 30

M. Roux-Frassinang assiste à la Présidence.
Sont présents: M. M. Duroux, Leblanc,
Manger, Reboul, Legat Stahl, plus des
membres de la Commission des Colonies.

Protection de l'industrie
et du Commerce de la
chaussure.

Application à l'Algérie
et aux
Colonies

M. le président expose que
la chambre a voté un texte rendant
applicable à l'Algérie et aux colonies
la prorogation de la loi du 29 Mars
1936 tendant à protéger l'industrie
et le Commerce en détail de la chaussure.
L'article 4 du projet voté par la
Chambre dispose:

"En ce qui concerne l'Algérie et les Colonies ces dispositions
seront applicables par décret pris sur la proposition du Gouverneur
général de la Colonie intéressée et après avis du Ministre du
Commerce. Ce décret spécifiera les modalités et le champ terri-
torial d'application de la loi."

Ce texte est peu juridique et mal

49

conçu. Les ~~présidents~~ ^{présidents} des 2 commissions, ici réunies, d'accord avec le Gouvernement ont établi la rédaction suivante qui se substituerait à celle de l'art. 4 de la Chambre:

"Les dispositions de l'article 1^{er} de la présente loi sont applicables à l'Algérie et aux colonies, sous réserve des dérogations qui pourront y être apportées par décret."

M. Roux-Freissinong explique qu'il était nécessaire que cette prorogation fut applicable immédiatement et sans interruption aux colonies et à l'Algérie. Les dérogations pourront ensuite intervenir par décret, s'il y a lieu.

M. Linger fait observer qu'il n'est pas fait mention des pays de protectorat.

M. le président objecte que c'est le domaine, en outre, du ministre des affaires étrangères.

Le nouveau texte supprime l'antagonisme entre le département du Commerce et celui des colonies.

Ce texte est adopté. (Adoption officielle)

La séance est levée à 15 heures.

Séance du Vendredi 8 Mai 1938

La séance est ouverte à 14 heures 30, sous
la Présidence de M. Roux-Frémont.

Tribunaux cantonaux mixtes

Loi Forestière

Prop. de la Cuffoli

M. le président rappelle que la
Commission est saisie au fond de la
proposition de loi de M. Cuffoli "ayant pour
objet la création de Tribunaux cantonaux
mixtes en faveur des indigènes musul-
mans d'Algérie et une réforme partielle
de la loi forestière qui leur est appli-
cable."

La Commission charge son président
de demander l'avis du Gouvernement,
avant toute discussion et nomme
M. de Blanc rapporteur.

Contrebande

Territoires du Sud.

M. le Président donne lecture d'une
lettre de la Chambre de Commerce de Roubaix
portant transmission d'une délibération
de ce groupement concernant la
contrebande active qui s'effectue en Algérie
dans les territoires du Sud, envahies,
par la frontière marocaine, de produits
étrangers, notamment japonais.

La Commission décide de charger
son président d'attirer l'attention

du ministre de l'intérieur et des pouvoirs publics sur cette situation préjudiciable aux intérêts de l'industrie française.

La séance est levée à 15 heures.

Séance du Mardi 9 Juin 1938
Présidence de M. Roux-Freissinng

La séance est ouverte à 14 h. 30.

Ratification
d'un
Décret-loi du
22 juillet 1937
Redressement
financier.

M. le président informe la Commission d'un renvoi au fond devant elle, du projet de loi, adopté par la Chambre tendant à la ratification du décret du 26 juillet 1937 portant application à l'Algérie des mesures prises dans la Métropole au titre du redressement financier.

Etant donné qu'il s'agit d'un décret-loi d'ordre budgétaire, il y a lieu d'attendre, pour désigner un rapporteur, de connaître les délibérations des Délégations financières actuellement en session.

Décrets-lois
des
17-19 et 21 Mai
1938

M. le président donne la liste

des nouveaux décrets-lois des 17, 19 et
21 mai 1938 concernant l'Algérie.

Parmi ces décrets s'intéressent le
budget de l'Algérie, un le régime
monétaire et un les mesures de
répression d'actes portant atteinte à la
souveraineté et à l'autorité française.

Il y a
La Commission décide qu'il y aura bien
d'examiner de près, lors d'une prochaine
séance, ces mesures, notamment
celles concernant le budget de
l'Algérie et qui semblent devoir
attirer l'attention des délégations
financières.

La séance est ensuite levée à
14 heures 45 minutes.

Séance du Mardi 6 décembre 1938

~~La~~ Séance est ouverte
à seize heures sous la
présidence de M. Roux-Freysti-
neng et

Situation politique

on
Algérie sont présents : M. H. René Coty, Henri
Bourdeaux, Lebanc, Roux-Freysti-
neng et Allysse Fabre.

M. le président donne un

aperçu rapide de la situation politique en Algérie. Elle s'est sensiblement améliorée.

Les événements de fin septembre dernier ont démontré le loyalisme et la bonne volonté de la population indigène.

Il en faut conclure ceci: tout ce qui a été raconté au sujet de l'état d'esprit des indigènes, au cas où le droit de vote ne serait pas octroyé à certains d'entre eux est inexact.

M. Leblanc: Et les grèves?

M. le Président répond que depuis les événements de septembre il n'y a pas eu de ~~événements~~ mouvements violents. Tout se continue ~~en~~ par peu de choses.

Ratification
de

Décrets-lois

Redressement

financier

1937

M. le Président propose à M. Leblanc d'accepter le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à la ratification du décret du 22 juillet 1937 portant application à l'Algérie de mesures prises dans la métropole au titre du redressement financier.

Mais avant le vote de ce projet, il conviendrait d'attendre les mesures que doivent prendre les délégations financières et introduire dans le budget de l'Algérie, d'accord avec le Gouvernement.

M. Leblanc estime qu'en effet ces mesures peuvent rendre inutiles certaines dispositions du décret-loi ~~adopté~~ il s'agit d'étendre l'application à l'Algérie.

Le mieux est d'attendre.

On est ainsi décidé.

Affichage
ou
homologation
des
prix dans les
hôtels
Décret-loi.

M. Lurj Bourdeaux accepte de se charger du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à la ratification

du décret du 25 août 1937 relatif à l'application en Algérie de la loi du 7 août 1937 pour l'affichage et l'homologation des prix dans les hôtels (n°341).

La séance est ensuite levée à seize heures vingt minutes.

65

Séance du Mardi 20 décembre 1938

La séance est ouverte à 14 heures et dure sous la présidence de M. Roux-Freiffinong.

Sont présents: M. Bauffe, Roux-Freiffinong, le général ~~Stahl~~.

M. le président présente quelques observations au sujet du budget de l'Algérie dont la discussion doit venir dans quelques jours.

Il ajoute que, en raison des multiples réclamations qui se renouvellent chaque jour au sujet du travail de coordination du rail et de la route, effectuée en 1937, la Commission de l'Algérie devant exprimer le désir, après un an d'expérience, qu'il soit procédé à une révision des suppressions de voies ferrées ou au maintien de certains services de voyageurs sur les voies conservées.

La Commission se range à cet avis.

La séance est ensuite levée à 15 heures.

Séance du Jeudi 2 février 1939

La séance est ouverte à 16 heures 30 minutes,
sous la présidence de M. le Général Stübel,
président d'âge.

La Commission

Sont présents: M. M. Banffle, Bels, Henry
Bourdeaux, Astier, René Coty, Ulysse
Fabre, Leblanc, Tony-Révillon, Lambert
Roux-Frestineng, le général Stübel, Morizet.

Electon du Bureau

1939.

La Commission procède à l'élection de
son bureau.

M. Roux-Frestineng est élu président
par acclamation.

Sont également élus par acclamation
les membres du bureau dont les noms suivent:
M. M. Leblanc et Ulysse Fabre, Vice-Présidents.
M. M. Antoli et René Coty, Secrétares,

Situation
de

l'Algérie

M. Roux-Frestineng, président, remplace
au fauteuil M. le président d'âge et remercie
ses collègues de cette nouvelle marque
de confiance.

Il renouvelle les affirmations qu'il a produites
à la tribune du Sénat, le 31 déc. 1938, lors de
la discussion du budget de l'Algérie et reconnaît
une amélioration réelle de la situation, tant
au point de vue européen qu'au point

de rene indigène.

Il appelle l'attention de la Commission sur la situation financière de l'Algérie qui est endettée.

La Commission décide qu'elle se réunira, en principe le Mercredi à 17 heures.

Aggrumes.

M. le président propose à la Commission de mettre à l'ordre du jour de la prochaine séance l'examen d'une décision du comité national des aggrumes, très préjudiciable aux intérêts algériens.

Il en est ainsi décidé.

La séance est ensuite levée à 16 h. 50 m.

Séance du Mercredi 15 février 1939

La séance est ouverte à 16 heures sous la présidence de M. Roux-Freilhon.

Sont présents M. M. Astier, de Berny, Henry Bourdeaux, René Coty, Ulysse Fabre, Henry Hage, Leblanc, T. Steeg, le Général Stuhl.

Affichage des prix

des hôtels. M. Henry Bourdeaux, rapporteur, donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la

Chambre des députés, tendant à la ratification
du décret du 15 août 1937 relatif à l'appli-
cation, en Algérie, de la loi du 7 juin
1937 pour l'affichage et l'homologation
des prix dans les hôtels.

Le rapport est adopté.

Communication

^{de} M. Leblanc
Colonisation. M. Leblanc expose que les
colons italiens installés en Tunisie
écorrent les mêmes bons d'exportation
que ceux remis aux colons français.
Ils exportent ainsi leurs vins en
France, concurrençant nos colons.

M. Leblanc étudiera la question
sur place prochainement.

Comité national

des
agrumes. M. le président tient à mettre
la Commission au courant du
Incident. Débat intervenu au Comité
national des agrumes.

Il a été, au cours d'une séance
de cet organisme, demandé aux délé-
gués de l'Algérie de consentir à
limiter le chiffre des importations
d'agrumes venant d'Algérie en France.

Or l'Algérie est sous un régime
d'union douanière avec la Métropole
et sur le même pied qu'elle. Il est
donc impossible de limiter une produc-

sion Algérienne lorsqu'il n'existe pas de production similaire en France.

Si l'on veut que la production soit limitée en Algérie, il faut aussi limiter les productions métropolitaines. C'est une loi, seule, qui peut le faire.

Il s'est produit au comité des agrumes une très vive discussion et la séance a été levée sans qu'aucun résultat.

La Commission ne pourrait-elle en être chargée à ce sujet ?

M. Attier estime que des paroles regrettables ont été prononcées à la réunion de ce Comité. Néanmoins il serait intéressant d'harmoniser toutes les productions de l'Empire de façon qu'elles ne se portent pas préjudice mutuellement. Jusqu'ici nous avons vécu dans l'anarchie.

M. le président démontre que l'importation en France des agrumes d'Algérie ne concurrence aucune production de fruits français.

En 1936 on a consommé, en France, 3.500.000 quintaux d'agrumes, dont 600.000 quintaux provenaient d'Algérie.

En 1937, il n'a été consommé que 2.600.000 quintaux.

Il n'y a donc pas d'invasion.

M. Leblanc est de l'avis de M. le président.

mais il estime que l'Algérie n'étant pas menacée, par une simple réunion de Comité, la Commission n'a pas à en être de voir

M. Henry Haye exprime la même opinion.

M. Steeg estime que la Commission n'est pas tenue, ni par un projet de loi ni par une décision d'un Comité ministériel.

M. Henry Haye déclare que, sur le caractère exceptionnel d'une limitation toute la Commission sera derrière son président.

La séance est levée à seize heures 50 minutes.

21

Leance du Mercredi 8 Mars 1939

La séance est ouverte à 16 heures 30, sous la Présidence de M. Roux-Freissinang.

Sont présents: M. M. Bauffe, de Berny, Roux-Freissinang, le Général Stuhl, Tony-Révillon.

lignes supprimées
par
décret-loi. M. Roux-Freissinang, président,
développement
proposition de loi. développe l'exposé des motifs de
la proposition de loi tendant à
modifier le décret-loi du 25 août
1937 qui supprime certaines lignes
ou services de voyageurs sur les
voies ferrées d'Algérie.

Le service des voyageurs sur la ligne
La Maktar, Mostaganem, Tiaret et Trumoulet
qui dessert tous les hauts plateaux a
été interdite aux voyageurs. Or,
l'exploitation voyageurs n'était, chose
étonnante, pas déficitaire sur cette
ligne. Or la Compagnie a été obligée de
prendre à sa charge tous les frais de
l'exploitation par autobus!

M. le général Stuhl estime qu'il faut être
prudents dans les suppressions de lignes
de chemins de fer en Algérie. Il faut
assurer les transports militaires.

M. le Général Stuhl accepte de se charger

du rapport.

La séance est ouverte à 17 heures.

Séance du Mercredi 29 Mars 1939.

La séance est ouverte à seize heures
sous la présidence de M. Roux-Freissineng.

Sont présents : M. M. Ulysse Fabre,
Loubet, Roux-Freissineng, Th. Steeg.

Excuse : M. le général Stahl.

Lignes supprimées

par décret-loi

Proposition de loi de

M. Roux-Freissineng

M. le président, au nom de M. le
général Stahl, rapporteur, donne lecture du
rapport sur

la proposition de loi de
M. ROUX-FREISSINENG tendant à modifier le décret-loi du
25 août 1937 qui supprime certaines lignes ou services de
voyageurs sur les voies ferrées d'Algérie.

Après quelques explications de M. le
président, le rapport est adopté.

Coordination du rail

et de la route
en Algérie.

Défense nationale M. le président attire l'attention
de la Commission sur la suppression
de certaines lignes de rocade.

23

Sur son intervention, M. le président du Conseil, ministre de la Défense nationale, avait décidé qu'il donnait des ordres pour qu'on ne supprimât aucune voie en Algérie, ni aucun trafic.

M. Steeg est d'accord avec M. le président; la Commission pourrait l'inviter à porter au ministre de l'intérieur et au président du Conseil une motion exprimant l'émotion de la Commission à la pensée que l'on supprime des voies présentant un intérêt militaire, dans les circonstances actuelles.

Il y a une nécessité à revoir de très près ce qui a été fait, on ce qui concerne les lignes ferrées en Algérie, en fonction des nécessités possibles de la défense.

La Commission charge son président de porter aux ministres susindiqués une motion exprimant le sentiment de la Commission.

La séance est ensuite levée à dix-sept heures trente minutes.

Séance du Mardi 20 février 1939

La Séance est ouverte à 14 heures 35 minutes
sous la présidence de M. Roux-Frestinang.

Sont présents: M. M. René Coty, Bauffe, Cutholi,
Roux-Frestinang, le Général Stuhl.

Proposition de Résolution
de M. Tournon

Citoyenneté à
certains
indigènes.

M. le Président expose que la Commission
est saisie de la proposition de résolution de M.
Tournon et plusieurs de ses collègues tendant
à inviter le Gouvernement à faire modifier
l'accès de la citoyenneté aux Musulmans
d'Algérie en vue de leur accession au Parlement
(n° 381 année 1939)

Il s'agit d'imposer la citoyenneté française à
certaines catégories de Musulmans.

Or tout récemment de vives controverses se
sont élevées en Algérie du côté européen et du
côté indigène, au sujet d'un projet analogue
élaboré par le Gouverneur Général. Les délégués
financiers ont élevé une protestation énergique
et le journal indigène "l'Entente", organe de
Ben Djelloul s'est élevé avec véhémence contre
cet octroi imposé d'une citoyenneté impliquant le
rejet du statut musulman.

M. Cutholi déclare être l'instigateur de la
résolution prise par les Délégués financiers et
adressée aux pouvoirs publics.

Certes, il faudra donner certaines satisfactions aux indigènes musulmans, mais de manière à ne pas inquiéter le collège électoral français et à ne pas faire des indigènes les arbitres de la situation électorale.

Au surplus, en présence de la sanction internationale, le moment est inopportun.

Il faut ajourner la décision de la Commission à la rentrée. D'ici la session extraordinaire, il sera possible, après des consultations des français et des musulmans d'Algérie, d'établir une proposition de loi équitable et viable.

La question est renvoyée à la session extraordinaire du Sénat.

Régime forestier.

Proposition de loi de M. Cistoli exposé les motifs de la proposition de loi, ayant pour objet la création de tribunaux mixtes en faveur des indigènes musulmans d'Algérie et une réforme partielle de la loi forestière qui leur est applicable.

Cette proposition a été examinée par les chefs de la Cour d'Alger. Ceux-ci tout en l'approuvant ont proposé certaines modifications qu'il serait possible d'introduire au texte de la proposition.

La Commission décide de renvoyer l'examen d'un texte ainsi amendé à la prochaine séance et désigne M. Cistoli comme rapporteur.

La séance est ensuite levée à 15 heures.

Séance du Mardi 11 Octobre 1939
Présidence de M. Roux-Freissinong.

La séance est ouverte à 17 heures 10 minutes

Sont présents: M.M. de Courtois, Henry Hays,
Leblanc, Morizet, Roux-Freissinong, Th. Stéeg,
Tony-Révillon.

Sont excusés: M.M. Bels, de Berny, Ulysse Fabre.

Situation de
l'Algérie

M. le Président donne lecture
et commente la note suivante:

Les opérations de la mobilisation se sont déroulées dans un ordre parfait.

Français et indigènes ont obéi aux prescriptions sans aucune difficulté - Un certain nombre d'indigènes se sont même engagés - Les indigènes ont donc fait preuve du meilleur esprit.

- Mais actuellement il est avéré que certains agitateurs ont recommencé leur propagande néfaste, inspirée soit par le P.P.A (parti SI MESSALI HADJ, que l'on a laissé revenir à TLEMSEN - où il est sous les yeux du Sous-Préfet!), soit par les OULEMAS.

Une surveillance active doit être exercée.

Dans cet ordre d'idées il est urgent de distribuer aux femmes des indigènes mobilisés les allocations qui leur reviennent:

à Oran des acomptes leur ont été versés;

à Alger, le 30 Septembre, aucun paiement n'avait été effectué.

Ces femmes sont la plupart dans une extrême misère. Elles ne cessent de se lamenter. Cela produit un effet déplorable et prépare singulièrement le terrain aux mauvais propagandistes.

DIFFICULTES D'ORDRE ECONOMIQUE

Des difficultés d'ordre économique ont été la conséquence forcée de la mobilisation. Il importe d'en faire disparaître immédiatement un certain nombre dans la mesure où cela est possible sans compromettre la Défense Nationale:

1° - TELEPHONES.

L'interdiction des communications téléphoniques dans le Département d'Oran à part les téléphones urbains, a causé un malaise considérable et soulevé les plus vives protestations.

Le Général NOGUES m'a dit qu'il venait de donner des instructions pour diminuer ces restrictions.

2° - ESSENCE.

La pénurie d'essence est une cause générale de paralysie pour toutes les branches de l'activité.

Sur ce point aussi le Général NOGUES semble disposé à une tolérance plus grande.

3° - TRAVAUX AGRICOLES.

a)- les agriculteurs ont été en grand nombre mobilisés. Même ceux des classes très anciennes.

Un grand nombre d'exploitations demeurent quasi abandonnées, privées ~~et~~ de tous dirigeants, patrons ou contremaîtres.

Il est indispensable sinon de démobiliser entièrement *et* si ce n'est pas possible, ~~mais~~ au moins de mettre en sursis les colons les plus âgés.

b)- On a réquisitionné presque tous les camions et le cheptel (d'ailleurs d'une façon inégale).

De ce fait les travaux urgents - notamment ceux des vendanges, se sont trouvés arrêtés dans bien des cas. Le Gouverneur évalue à 25% les pertes qui en résulteront pour la Colonie.

- Il est nécessaire de restituer aux propriétaires tous les camions qui ne sont pas en parfait état et ne pouvant rendre de sérieux services à l'Armée, et aussi toutes les bêtes dont on n'aurait pas besoin.

En tout cas il faut que l'autorité militaire mette à la disposition des colons momentanément, véhicules et animaux qui sont indispensables pour les travaux urgents - notamment en ce moment pour les battages non achevés et les emblavements.

4° - TRANSPORTS.

A) Transports Terrestres.

En dehors de ces inconvénients, d'autres non moins graves résultent de la réquisition des camions et des cars (Il reste très peu de cars disponibles).

D'où impossibilité d'assurer d'une façon suffisante les transports de marchandises et ceux des voyageurs.

Dans le Département d'Oran l'Administration des Chemins de Fer a immédiatement rétabli le service des voyageurs de TIARET-MOSTAGANEM qu'elle s'était acharnée (se rappeler les débats au Sénat) à supprimer - et qui, les circonstances le prouvent, était bien indispensable à la Défense Nationale, - et aussi ceux de MOSTAGANEM à ORAN et de TLEMCEN - BENI SAF.

Le Préfet et la Direction des Travaux Publics au Gouvernement Général demandent le rétablissement également de tous les transports sur les lignes entièrement désaffectées BEL-ABBES à MASCARA et MASCARA à PREVOST-PARADOL (Ligne TIARET).

Mais ici un obstacle. En supprimant les lignes et les services l'Administration des Chemins de Fer a supprimé en même temps le matériel correspondant, n'a remplacé ni les wagons usagés ni les locomotives.

Ce matériel aujourd'hui fait défaut.

J'ai suggéré de demander à la Métropole de nous envoyer du matériel inutilisé qui doit s'y trouver à la suite de la disparition de nombreuses lignes d'intérêt local - à voie étroite comme celles dont il est ici question.

81

Ce serait le seul moyen d'assurer chez nous des communications qui sont de toute nécessité.

B) - Transports maritimes.

L'insuffisance des transports maritimes entre la France et l'Algérie est notoire.

- La plupart des courriers sont supprimés.
- Peu de cargos subsistent.

La Marine Marchande s'emploie à augmenter le nombre des uns et des autres.

Mais il y a urgence à le faire.

En ce moment 2 millions d'hectolitres de vins doivent dans le plus bref délai être envoyés du Département d'Oran seul dans la Métropole pour vider les chaix pleins des négociants et permettre de loger les vins de la nouvelle récolte qui sont encore dans les cuves.

5°- CARBURANTS.

A part les pétroles et l'essence l'Algérie n'est outillée pour se servir d'aucun autre carburant à l'exception du charbon.

Le charbon vient en totalité de l'étranger.

Il faudrait donner aux mines de KENADSA, dans le Sud Oranais, tout le développement possible.

Si on ne les avait pas mises en ~~xxix~~ ~~xxix~~ veilleuse il y a deux ans, elles ~~xxix~~ donneraient à l'heure actuelle leur plus fort rendement.

Si faible soit-il par rapport aux besoins généraux, c'est tout de même la diminution du tribut que nous devons payer à l'extérieur.

Les boulangers doivent être mis dans l'obligation de chauffer leurs fours avec le bois et non plus avec le mazout.

6°)- Les DENREES DIVERSES.

a)- Vins.

La récolte est bonne mais le commerce demande qu'on permette la liberté des ^{transactions} transports, et qu'on ne lui impose pas l'obligation de prendre des licences pour les importations - ainsi qu'il est projeté pour d'autres matières.

Qu'on assure seulement les transports par mer pour l'envoi en France.

b)- Céréales.

La récolte est satisfaisante, mais les sacs vont faire complètement défaut pour transporter les grains. Il en manquerait 3 millions dans le Département d'Oran.

Les fabriques de la Métropole ont été réquisitionnées pour les besoins militaires.

Question très importante!

c)- Pommes de terre.

Elles manquent à l'heure actuelle en Algérie, et particulièrement dans le Département d'Oran, la Métropole ayant arrêté les envois et les ayant pris pour l'Intendance.

Or Oran est obligé de subvenir à l'alimentation de toutes les troupes qui y sont concentrées pour des ^{choix} ~~emplois~~ à l'extérieur - et aussi ^{de} l'armée navale à gros effectifs/ (30.000 hommes environ) qui stationne soit dans le port d'Oran soit dans celui de Mers-El-Kébir.

Enfin, chose plus sérieuse encore, les pommes de terre de semence n'arrivent pas.

Or c'est maintenant que les plantations sont faites.

95
d)- Huile.

L'huile manque à l'heure actuelle. Il faut provoquer des envois de la part des fabricants d'huile, de graisses de la Métropole.

Il faut organiser la production des huiles de graissage (huile d'olive mélangée à une certaine dose d'huiles minérales) qui peuvent remplacer très efficacement les huiles de graissage ordinaires.

e)- Le sucre.

N'est pas en abondance.

DIFFICULTES AUTRES QUE CELLE D'ORDRE
ECONOMIQUE

1°- La question des REFUGIES ESPAGNOLS.

Dans le Département d'Oran il existe à RELIZANE un camp de 800 réfugiés civils, sans compter plus d'une centaine de femmes et d'enfants à ORAN.

(l'Administration Militaire a pris en charge les réfugiés militaires).

Ces réfugiés dans l'inaction narguent la population française. D'autant que RELIZANE doit recevoir 1.000 hommes de troupe qu'elle ne sait où loger.

Pourquoi l'Administration Militaire ne prendrait-elle pas aussi bien les réfugiés civils (hommes) que les réfugiés anciens militaires. Elle pourrait constituer des bataillons de travailleurs ce que l'^{Autorité} ~~Administration~~ Civile sera impuissante à faire.

2°- Une question dernière facile à résoudre.

Les procurations exigées par l'Office du Blé pour permettre d'encaisser le prix des grains livrés doivent être revêtues de signatures légalisées par le Maire.

Cette légalisation est impossible pour les mobilisés. Il faut donner (comme au cours de la dernière guerre) aux Chefs de Corps le droit de légaliser ces signatures.

M. Henry Haye et M. Steeg déclarent que ces observations sont d'une objectivité telle qu'elles s'imposent et la Commission ne peut que les faire siennes.

La Commission décide qu'elles seront communiquées à M. le Ministre de l'intérieur.

M. Steeg fait observer que des mesures ont été prises au début de la guerre en prévision de certains événements qui ne se sont pas réalisés. Aujourd'hui il faut adapter le plan primitif à la situation présente. Cela peut exiger un certain temps.

D'autre part, il faut peut-être penser que, dans les manifestations de loyalisme de certains indigènes, il peut y avoir quelque calcul.

Certains seront tentés de profiter de ce loyalisme pour obtenir la satisfaction de promesses qui leur furent jadis faites.

La question n'est pas à résoudre actuellement, mais on devra y réfléchir.

M. le Président, comme conséquence à la note qui a été approuvée propose à la Commission d'émettre le vœu suivant:

82
La Commission de l'Algérie émet

le vœu que le Gouvernement, tout en tenant compte absolument des nécessités de la Défense Nationale, emploie tous les moyens en son pouvoir pour favoriser, dans la plus large mesure, la reprise des activités agricoles, industrielles et commerciales, momentanément paralysée.

Ce vœu est adopté.

La Séance est close à 17 heures 45 minutes.

Le Président

[Signature]

Séance du jeudi 25 Janvier 1940

Présidence de M. le Général Stuhl, doyen d'âge.

La séance est ouverte à 16 h. 30.

Sont présents: M. d. Bels, Garrigou, Gautron, Gautherot, Leblanc, Mallarmé, Pointaire, Pinay, Roux-Freissineng, H. Sellier, Th. Steeg, le gal Stuhl, Tasso, Veyssié, Villault-Duchenois.

Excusé: M. Ulysse Fabre.

Election du Bureau

pour
1940 - Il est procédé à l'Election du Bureau.

Sont élus à l'unanimité:

Président: M. Roux-Freissineng

Vice-Présidents: M. d. Leblanc, Ulysse Fabre.

Secrétaires: M. d. Cuttoli, Tony Revillon.

M. Roux-Freissineng, président, remercie la Commission au nom du bureau de la marque de confiance qui vient de lui être donnée.

Il exprime la satisfaction de voir la Commission de l'Algérie devenir une Commission générale et de compter, par suite, 36 membres.

Il constate, en Algérie, le rapprochement des âmes et des cœurs européens et indigènes. Ceux-ci sont venus, avec

enthousiasme, défendre, comme les Français d'origine, la patrie commune.

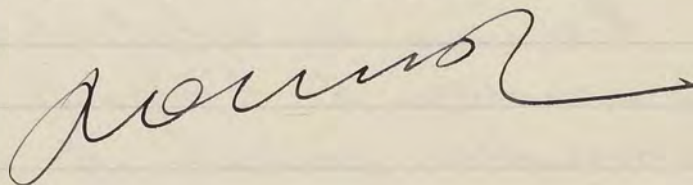
La question des transports entre l'Algérie et la Métropole se pose d'une façon impérieuse.

La commission, comme toutes celles du Parlement, doit jouer un rôle plus important en temps de guerre qu'en temps de paix. Aussi s'efforce-t-elle de chercher la solution des problèmes et contribuera ainsi, pour une part modeste, mais non négligeable, au triomphe final et à la victoire des armées françaises. (Applaudissements.)

La commission décide de se réunir, en principe, tous les mercredis à 17 heures.

La séance est ensuite levée à quinze heures.

Le Président :



Séance du Mercredi 31 Janvier 1940

Présidence de M. Roux - Treuttenberg, président.

La séance est ouverte à 17h. 15 minutes.

Excuse: M. Th. Steeg.

Transports maritimes.

M. le président fait un exposé de la situation générale de l'Algérie en rappelant celui déjà fait par lui en octobre 1939. Le moral des européens et des indigènes est resté bon et la situation économique est satisfaisante.

Pourtant les liaisons entre la Métropole et l'Afrique du nord laissent à désirer.

En ce qui concerne les voyageurs, et aussi les primeurs, la situation a été sensiblement améliorée.

Il n'en est pas de même pour le transport des marchandises, notamment des céréales et des vins, ainsi que des minerais et des phosphates. A tout prix il faut des cargos. S'ils continuent à manquer la production de l'Afrique du Nord diminuera ou les cours s'effondreront.

M. Médecin insiste sur la nécessité de rétablir le transport de marchandises et de denrées agricoles. La région nigérienne a besoin des blés durs d'Algérie pour la fabrication des pâtes alimentaires.

M. Ulysse Fabre et M. Jantron soulignent

la nécessité pour l'armée et le pays de recevoir les vins d'Algérie indispensables au coupage des vins de la récolte de 1939, au très faible degré.

La Commission décide d'adresser aux ministres intéressés et au président du Conseil la motion suivante :

La Commission de l'Algérie demande instamment au Gouvernement, lui faisant, pour cela, pleine confiance, de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour rétablir, sans nuire à la Défense Nationale, entre la France continentale et les territoires Nord-Africains, la liaison maritime qui est indispensable aux besoins conjugués de ces deux parties de l'Empire français.

Il est, de plus, décidé que si, une amélioration ne se produisant pas une délégation de la Commission se rendrait auprès du Président du Conseil.

La séance est levée à 17h.50 minutes,

Le Président :

Séance du Jeudi 14 Mars 1940.

La séance est ouverte à 14 h 30 sous la Présidence de M. Roux-Dreuxin.

Délégations financières.
Ratification de décret-loi.

M. Leblanc est désigné comme rapporteur du projet de loi adopté par la Chambre des députés tendant à la ratification du décret du 7 Mai 1938 portant modification de la composition de la commission des finances des délégations financières algériennes.

M. le Président expose que jusqu'à ce décret la Commission des finances dont l'âge comprenait 4 colons européens, 4 non-colons et 3 indigènes musulmans. Depuis le décret-loi les indigènes disposent de 4 sièges dont 1 est réservé à la représentation Kabyle.

Le texte est lu et le décret peut être ratifié.

La Commission adopte le projet de loi de ratification et invite M. Leblanc à déposer son rapport.

Services maritimes
entre

l'Algérie et la Métropole.

M. le Président revient sur

la question des transports maritimes
et insiste sur les dommages causés
à l'Algérie, notamment en ce qui
concerne le transport des vins
et des produits agricoles.

La Commission invite son
président à s'adresser à l'Assemblée
cette affaire, à intervenir auprès
du Gouvernement dans le sens
de la motion votée à la précédente
séance.

La séance est levée à 15 heures.

Le Président,